

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :

1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 307

LE NUMERO : 2,50 F

20 FB - 1 FS

22 fév. au 6 mars 1980

Pas de troisième voie franco-germanique!

La seule voie, c'est la révolution mondiale!

Une fois débarrassée des frayeurs du communisme prolétarien grâce à la contre-révolution stalinienne, la Russie a soutenu à fond hier la mystification des démocraties occidentales repues qui présentaient les pays de l'Axe comme les « agresseurs », pour la bonne raison qu'ils convoitaient la part du butin qu'elles avaient accaparées à leurs dépens, notamment à Versailles. L'ironie de l'histoire veut que ce soit aujourd'hui la Russie qui fasse les frais de cette même mystification.

C'est bien là la signification de la modernisation des forces de l'OTAN en Europe, comme de la réaction américaine à l'occupation de l'Afghanistan par l'armée russe. Mais ces deux événements présentent d'autres aspects. Dans cette préparation d'une nouvelle guerre mondiale, où l'impérialisme américain prend l'initiative avec un ardeur effrénée, au point que la relance en grand des armements permettra, espère-t-on, d'éviter la dépression prévue pour 1980, il utilise aussi la menace de la guerre comme une arme de pression et de concurrence à l'égard de ses alliés, le Japon et l'Europe, coincés dans la tenaille de l'antagonisme entre les « superpuissances ».

C'est ainsi qu'au fur et à mesure que se dissipe l'épaisse fumée de la « menace russe », produite à jets compacts par la propagande américaine pour forcer l'installation de missiles de l'OTAN en Europe, les froides études des rapports de forces militaires entre les Etats-Unis et la Russie viennent donner une plus juste proportion aux choses. La puissance militaire russe est certes quantitativement impressionnante, mais cela ne veut pas dire

qu'elle vaille celle des forces américaines, qualitativement supérieures. Si d'autre part l'Europe est dangereusement exposée au feu russe, cela est bien dû au fait que le dispositif de défense de l'OTAN est conçu pour protéger avant tout les Etats-Unis, et pour maintenir l'Europe en esclavage en jouant sur la terreur inspirée par l'adversaire. Enfin l'installation des Pershing-2 ressemble fort à une belle escroquerie : alors que ces missiles seraient officiellement installés pour faire face aux nouveaux missiles SS-20, ils peuvent bien détruire des villes russes, mais certainement pas les SS-20 qui ont une portée bien plus longue ; comme d'autre part ces derniers sont mobiles dans une zone peu peuplée tandis que les premiers seront paralysés dans leurs déplacements dans une zone fortement urbanisée, tout ce bel arsenal ne fait qu'ajouter au terrorisme américain, par ailleurs surabondant, sans donner aux Américains la capacité tactique conférée aux Russes par leurs nouveaux missiles. Dans ces conditions les Pershing-2 peuvent même être détruits avant d'avoir servi, mais au prix de formidables per-

Les événements récents montrent bien que, comme nous l'affirmions lors de notre Réunion générale de l'automne 1977, « la politique de Carter est une politique de guerre ». L'administration Carter s'est convaincue que la guerre est la seule issue à la crise générale du capitalisme sur le terrain de l'ordre établi. Elle la prépare donc de longue main avec toutes les ressources productives, militaires et politiques qui sont celles de l'impérialisme le plus puissant.

DANS CE NUMERO

- Drogue : lutte, morale et révolution
- Affrontements de classes en Turquie
- Le CCI et les bruits de guerre
- Remarques sur la Réunion Générale du Parti
- Solidarité combattante avec les exclus de la CGT de Créteil CTA!

tes humaines ! Des mauvaises langues bourgeoises vont jusqu'à insinuer que le véritable intérêt de l'opération et les fantastiques bénéfices qu'elle procure aux industries d'Outre-Atlantique...

Le coup des représailles économiques envers la Russie n'a cependant pas aussi bien marché que celui des missiles. L'Allemagne et la France, pour ce qui est de l'Europe, traînent nettement les pieds. Dans ces deux pays les voix se font plus fortes pour dire que l'applica-

(suite page 2)

Tous sur le même bateau!

Au moment même où les Etats-Unis envoient un puissant corps expéditionnaire vers la mer d'Oman, pas seulement pour surveiller les mouvements de troupes russes, mais surtout pour maintenir l'ordre dans le Golfe et la Péninsule arabique, où la France dépêche dans le même but un nouveau bâtiment de guerre dans l'Océan Indien, la corvette Georges-Leygues dont l'équipage est en partie composé de fusiliers-commandos, le ministre ouest-allemand Strauss, qui rêve de succéder à Schmidt, a déclaré au Monde du 13 février :

« Quand je serai au gouvernement, je ferai tout pour garantir l'approvisionnement en essence à partir de l'Afrique et du Proche-Orient. Sans cela la sécurité de nos systèmes sociaux et de masse [sic!] serait ruinée et poussée vers un extrémisme radical. Nous sommes tous sur le même bateau. »

Frères ouvriers d'Afrique et du Proche-Orient, vous détenez peut-être la clé de la reprise de la lutte prolétarienne dans les métropoles impérialistes. Nous aussi, « nous sommes sur le même bateau »!

Nicaragua

La « marche » vers le socialisme

Le Monde du 29 janvier a publié un court entrefilet dans lequel on pouvait lire : « Nicaragua : Le quotidien d'extrême gauche El Pueblo a été fermé, le samedi 26 janvier, par le gouvernement, qui l'accuse de favoriser le sabotage de son programme économique en prônant l'adoption immédiate du socialisme ».

Deux jours plus tard, on apprenait que les Etats-Unis étaient prêts à accorder à Managua un prêt de 75 millions après que le Congrès eut invité le chef de l'Eglise catholique nicaraguayenne et trois représentants du secteur privé nicaraguayen « à venir témoigner de la situation politique au Nicaragua ». (Le Monde du 31 janvier). Il serait évidemment malveillant de voir un lien entre les deux informations et surtout d'en tirer comme conclusion que le gouvernement sandiniste du Nicaragua n'est pas plus engagé sur la voie du socialisme que son grand voisin du Nord...

Affrontements de classes ouverts en Turquie

La grève des ouvriers du secteur agro-industriel d'Izmir, en Turquie, et l'occupation de leur usine par les grévistes du textile a entraîné une répression féroce : des bataillons de soldats, avec blindés et aviation à l'appui, sont venus assaillir l'usine, et réprimer dans d'autres villes les manifestations de solidarité avec les grévistes. Face à cette claire riposte de classe d'un Etat armé jusqu'aux dents, et qui craint d'autant plus l'extension des conflits qu'il a pris des mesures propres à accélérer encore l'inflation (de 100 % déjà l'an dernier), la « gau-

(Suite page 2.)

Drogue : lutte, morale et révolution

Nous disions dans le court compte rendu d'une réunion publique du Parti sur la drogue, que nous considérons celle-ci comme un faux remède pour sortir de l'enfer de la société capitaliste et que la seule possibilité pour sortir de cet enfer est la révolution (Le Prolétaire n° 303).

Nous ne nous attarderons pas sur la position du PCF. Elle est exprimée dans un tract dont le titre, « La lutte, pas la drogue », est à lui seul un monument de cynisme. Voilà des gens qui défendent l'intérêt national, la propriété, la démocratie, l'ordre, la police, l'armée, l'Etat au-dessus des classes et qui, pour ces raisons, trahissent tous les jours les intérêts immédiats aussi bien que les intérêts historiques du prolétariat, et ces gens-là osent se présenter comme des militants qui « luttent » en un « combat libérateur » pour « transformer la réalité »!!!

Que la bourgeoisie ait compris que « le développement de la consommation de la drogue signifiait passivité, acceptation, consentement à son ordre », c'est évident. Mais seuls peuvent dénoncer cet état de fait ceux qui luttent vraiment contre un tel consentement, et non ceux qui s'en font les artisans.

Hier, le marxisme a dénoncé la religion comme « l'opium du peuple », car elle prétend donner une issue métaphysique à l'esclavage, en lieu et place d'une libération réelle. Le réformisme démocratique est un opium encore plus dangereux que toutes les drogues et que le mysticisme, car il bouche les voies de cette émancipation au nom même

du socialisme. Le désespoir qui conduit la jeunesse prolétarienne à se détruire est donc aussi une conséquence de la politique de l'opportunisme.

Le second tract, celui de la section SGEN-CFDT du lycée Darius Milhaud, intitulé « La lutte, pas la morale », a le mérite de donner par son titre une indication générale correcte face à la tartufferie de type policier du PCF. Il n'est cependant pas exempt d'énormes faiblesses que nous tenons à souligner, sans pouvoir les relever toutes ici et en restant sur le terrain strict de la question de la drogue. « Une information des jeunes, sur toutes les drogues sans exclusives ni amalgames, lit-on dans le tract, et une libéralisation de la vente des drogues douces d'autre part, ne serait-elle pas la solution envisageable ? »

« La vente libre des drogues douces, « H », marijuana, kif, et un contrôle médical rigoureux ne seraient-ils pas le seul moyen de démystifier ce problème et d'éviter l'escalade classique qui conduit les jeunes du mécontentement à la révolte, de la révolte aux drogues douces, et parfois de celles-ci aux drogues dures. [...] Il nous semble clair, pour conclure, que la libéralisation des drogues douces, le contrôle médical et non policier, ainsi qu'une large information seraient les

moyens actuels de faire face au contrôle, donc au pouvoir, qu'exercent les truands sur le marché de la drogue en société capitaliste et à la répression policière. Ce ne seraient que des mesures partielles.

« La solution générale à ce problème ne pourra se trouver que dans le cadre d'une société socialiste (...) ».

Ce que proposent les auteurs du tract c'est donc une large information et la vente libre des drogues douces, sous contrôle médical, dans un triple but : démystifier le problème, éviter l'escalade dans l'usage des drogues et réduire ainsi la répression policière qui s'abat sur les usagers de la drogue. Examinons les différents points.

Il est clair qu'on ne peut ramener l'usage des drogues ni à un problème individuel, ni à une simple question de plaisir. Une drogue est une drogue — et naturellement le tabac et l'alcool le sont au même titre que les autres — si la société dans laquelle elle est en usage en fait une drogue. Fumer du « H », fumer du tabac ou boire de l'alcool ne peut être un plaisir innocent que dans une société dont les membres ne se droguent pas, ne fument pas 40 cigarettes par jour ou ne

(suite page 2)

Réunion publique à Paris

● Le vendredi 7 mars, à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, XI^e (métro Alexandre-Dumas)

Afghanistan :
Contre les deux camps impérialistes
Pour la révolution communiste mondiale !

Pour la régularisation de tous les sans-papiers !

14 travailleurs turcs « sans papiers » ont entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions bestiales d'exploitation (« 12 à 15 h de travail par jour, dans des caves, des garages insalubres », ni samedis ni dimanches, salaires parfois inférieurs à 1.000 F par mois, aucune couverture sociale, menace constante de l'expulsion) et réclamer la régularisation des 30.000 travailleurs turcs de la confection.

Ils ont appelé dimanche dernier à une réunion-débat. La CFDT — qui n'était pas présente en tant que telle — semble contrôler le mouvement et faire de la syndicalisation à la CFDT un préalable pour la défense de ces travailleurs. Quand on connaît la manière dont elle a saboté la lutte des « sans-papiers » de 1973-1975, qui n'étaient pas syndiqués, et des nettoyeurs du métro, qui l'étaient, et sa position criminelle d'appui au contrôle de l'immigration, on ne peut que mettre les travailleurs en garde sur ses promesses...

La lutte pour la défense réelle de tous les « sans-papiers », en liaison avec la lutte contre le contrôle de l'immigration et les discriminations entre travailleurs, implique que ces travailleurs s'efforcent de dépasser les difficultés résultant notamment de l'émiettement en petits ateliers, et surtout surmontent les pièges de la division en nationalités (dans la confection même, les travailleurs « sans-papiers » ne sont pas seulement turcs, mais aussi yougoslaves, mauriciens, etc.), comme en catégories et en boutiques syndicales, en cherchant un appui sur une base réelle de classe et non sur celui de l'humanitarisme et de l'interclassisme impuissant des « démocrates ».

Nous leur apporterons pour notre part notre soutien militant dans ce sens.

Affrontements en Turquie

(suite de la page 1)

che » récemment chassée du pouvoir a crié au scandale : atteinte aux droits de l'homme, « sud-américanisation » du régime, gémit Ecevit, qui dirigeait la répression dans le gouvernement « démocratique » antérieur, et qui vient d'apporter son soutien aux lois antiterroristes, destinées à paralyser, bien sûr, la violence ouvrière.

Décidément, la démocratie est partout aussi hypocrite et cynique !

Pas de troisième voie franco-germanique !

(suite de la page 1)

tion des sanctions porterait un coup dur à leurs propres intérêts économiques, et que rien ne dit que les Etats-Unis ne finiront pas par lever comme en Iran le boycott, prenant alors, grâce à leur plus grande puissance de redéploiement, la place économique qu'ils avaient contraint leurs alliés de quitter...

Bref, le sentiment « européen » est que sous les plis du drapeau des libertés et de la nouvelle croisade anti-russe de Carter se mène bel et bien une guerre économique sans phrase contre les concurrents européens. Mais que peut l'Europe dans cette tourmente ? Plus exactement l'Europe « franco-germanique », parce qu'à la vérité la Grande-Bretagne et l'Italie n'ont même pas fait semblant de résister aux charmes du « grand allié ». Certes, Schmidt et Giscard ont tenté de prendre une position commune, une troisième voie, à l'écart des deux « superpuissances ». Mais jusqu'où ce tandem peut-il marcher bras dessus, bras dessous ?

Comme le remarque mélancoliquement aujourd'hui la bourgeoisie française elle-même, la logique de la politique allemande est plus que jamais sa réunification : si ce pays se réclame tout haut du parapluie américain, il ménage en réalité la Russie qui lui fait miroiter la perspective d'une réunification sans trop de douleur.

La bourgeoisie française, qui n'a de puissance qu'en regard d'une Allemagne divisée, qui s'est faite l'artisan acharné du démembrement de sa voisine et a consenti au Marché Commun aussi pour offrir à l'Allemagne un dérivatif à la tentation de la réunification, qui trouve toujours une garantie de la division dans l'occupation militaire, pourra-t-elle indéfiniment poursuivre la chimère d'une alliance franco-allemande durable sans se résoudre à promettre elle aussi la réunification ? Cette idée est par ailleurs si insupportable à la France que la puissance de la seule RFA pourtant vassale des Etats-Unis la pousse désespérément

à chercher l'appui d'une Angleterre qui se dérobera.

Et contre qui peut être efficace la « bombinette » française ? Assurément pas contre la Russie : dans les circonstances actuelles, tout le dispositif nucléaire français n'a qu'une chance de survie de deux à trois minutes en cas d'attaque russe ; il pourra lancer les missiles d'un seul sous-marin sur six, de deux ou trois avions passant dans les mailles du filet adverse, tout le reste (plateau d'Albion compris), ayant été détruit avant d'avoir servi. L'efficacité militaire de la « force de frappe » est en revanche beaucoup plus plausible vis-à-vis de l'Allemagne, surtout tant qu'elle n'a pas de bombe, situation qui peut cependant être modifiée rapidement, étant donné sa puissance industrielle. D'ailleurs les effectifs militaires français et allemands sont curieusement équivalents. Du moins pour ce qui est de l'armée de terre et l'aviation, à l'exception de la flotte, du fait que l'Allemagne n'a pas d'empire colonial...

Ainsi, la logique qui pousse l'Allemagne à préférer l'Amérique à l'Europe, et peut-être demain la Russie à l'Europe, a la même force que celle qui pousse la France à se jeter dans les bras de l'Amérique ou de la Russie devant une Allemagne qui retrouverait son entière puissance politique et militaire.

Si le problème de la bourgeoisie allemande est donc à terme — dans les dix ans, s'interroge avec anxiété la bourgeoisie française ? — de choisir entre l'Amérique et la Russie, celui de la bourgeoisie française est encore plus profond, puisqu'il repose lui-même sur un choix dont elle n'est pas maîtresse : vaut-il mieux se trouver dans le camp adverse de l'Allemagne ou n'est-il pas préférable d'être en force dans le même camp qu'elle ? Des prophéties commentent à fleurir, imaginant dans vingt ans, comme Chaban retour de Moscou, une Europe de l'Atlantique à l'Oural, opposée à une triplice Etats-Unis-Japon-Chine. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle n'est

pas complètement sottise et il est clair que le PCF par exemple, avec sa vision d'une alliance avec la Russie et d'une Allemagne à genoux, se place sans difficulté dans ce cadre.

En attendant, les amours franco-germaniques portent immanquablement la marque de ces perspectives et ne manquent donc pas d'arrière-pensées : élan communs pour résister aux diktats de l'une et l'autre superpuissances, efforts conjoints pour préserver la « détente », c'est-à-dire la seule situation qui leur évite d'avoir à choisir ; mais, en même temps, espoirs allemands de retrouver dans cette « communauté de destin » le levier de la puissance politique à part entière, et espoirs français exactement contraires de marchander dans cette alliance le retard de l'unification même au prix du réarmement nucléaire.

Quoi qu'il en soit, l'impérialisme français — mais c'est évidemment la même chose de l'autre côté du Rhin — réclame, toutes fractions politiques confondues, une armée plus forte : qui des corps expéditionnaires plus efficaces et plus nombreux (Afrique et Moyen-Orient obligent !), qui une marine vraiment plus conséquente (Océan Indien et Océanie exigent !), qui la construction de neuf nouveaux sous-marins nucléaires (offensive proclame !), qui la fabrication de la bombe à neutrons (défensive réclame !). Quelles que soient les perspectives diplomatiques et militaires que réserve l'avenir, l'impérialisme français reste donc l'impérialisme français, les rêves pompeux de la « France éternelle » sont toujours fondés sur une Afrique esclave et une Allemagne enchaînée.

L'unification internationale des rangs prolétariens et la préparation de la révolution exigent donc la lutte la plus acharnée. Non seulement la lutte contre les campagnes bellicistes des deux chefs de file impérialistes, mais aussi le combat le plus intrinsèque contre les crimes de l'impérialisme français, en particulier en Afrique et en Méditerranée, et contre le chauvinisme, notamment anti-allemand.

Drogue, morale et révolution

(suite de la page 1)

s'imbibent pas d'alcool précisément pour supporter la vie de dingues que le système social leur impose.

L'« information » peut donc servir à démystifier le problème. Mais elle ne le règle pas. Seul le communisme peut le faire, en rétablissant l'unité entre l'individu et la société, le producteur et le travail (et le loisir !), l'homme et la femme, en fusionnant l'individu dans l'homme social ; mais ceci exige la destruction du marché, du salaire, du profit et donc des classes, de l'Etat, etc. C'est donc en liaison avec la destruction des rapports capitalistes que la lutte contre la drogue, comme celle contre l'alcoolisme, sera efficace. Les générations qui naîtront dans un monde libéré du capitalisme auront tout le temps de discuter si la consommation de produits euphorisants ou d'alcool pourra s'intégrer dans une vie collective équilibrée. Dans le programme des communistes ne figure pas le « droit de se droguer », « la liberté de la drogue », pas plus que le droit à l'alcoolisme, mais la suppression des conditions qui font de la consommation de ces produits un fléau.

Mais en attendant il est clair que les victimes de ces fléaux ne peuvent échapper à cette impasse individuelle que dans la mesure où s'ouvre effectivement pour eux une voie pour sortir collectivement de la misère, de la solitude, de l'oppression, bref par la lutte collective de classe qui vise à l'émancipation de la société du joug du capitalisme.

La dictature du prolétariat n'hésitera pas à prendre des mesures despotiques pour arrêter la production des produits dangereux et nocifs et en réprimer impitoyablement le

trafic, mais ce besoin de répression ira en diminuant au fur et à mesure qu'elle transformera les rapports sociaux. Vis-à-vis des consommateurs, elle devra prendre des mesures adaptées d'abord aux besoins de la défense de l'Etat de classe (cf. la répression de l'alcoolisme pendant la guerre civile en Russie), puis de la transformation progressive de la société où elles pourront aller de la « pédagogie » et de la prise en charge médicale à la pression collective.

Reste le problème épineux de la lutte contre la répression policière sous la dictature bourgeoise. Dans notre belle société bourgeoise, les victimes des tares sociales sont considérées comme coupables et réprimées en tant que telles, alors que ceux qui font commerce de ces tares restent impunis. Il va de soi que les communistes combattent toute répression qui frappe les victimes de la société bourgeoise et en particulier les victimes de la drogue.

Or ceci serait impossible sans combattre en même temps toute législation répressive et tout prétexte juridique à la répression contre ceux qui font usage de drogues, qu'elles soient douces ou dures. Les communistes se prononcent donc pour l'abolition de toutes les lois interdisant la consommation de la drogue, lois qui sans limiter cette consommation ne sont qu'un moyen de persécution supplémentaire. Mais quelle myopie alors de réclamer, comme le fait le tract du SGEN, que la vente de drogue se fasse « sous contrôle médical rigoureux » ! Comment empêcher en effet que ce contrôle rigoureux ne se transforme en réalité en un nouveau contrôle policier ?

Les communistes n'ont aucune solution à proposer sur le terrain du capitalisme pour limiter les effets ravageurs de la drogue. Leur seule position est de combattre le capitalisme et son Etat, lutter contre l'exploitation et l'oppression capitalistes, lutter contre la répression étatique et favoriser la lutte collective de classe, contre les drogues mortelles de la démocratie et du réformisme. C'est sur les décombres de la société bourgeoise que l'humanité pourra efficacement s'attaquer en grand aux maux comme la drogue et les faire disparaître en s'arrachant à l'exploitation, à l'oppression et à la misère.

Le CCI et les bruits de guerre

Une des armes les plus anciennes de la bourgeoisie contre le prolétariat, c'est de tenter de le terroriser par l'évocation de sa prétendue toute-puissance, la description complaisante de ses nouvelles armes de guerre, de son appareil policier, etc. La petite-bourgeoisie effrayée marche évidemment dans la combine, et contribue de son mieux à essayer de propager dans le prolétariat la conviction que si la bourgeoisie bouge, il est perdu.

Un exemple de cette attitude profondément défaitiste — et contre-révolutionnaire — est donnée par le CCI, qui affirme amèrement : « Il ne faut pas se leurrer : on ne peut pas prétendre faire la révolution contre la guerre », et encore : « la capacité destructive actuelle nous laisse peu d'espoir d'une quelconque possibilité de surgissement du prolétariat au cours d'un troisième holocauste » (Revue Internationale n° 15, 4^e trimestre 1978, pp. 2-3).

Naturellement ce courant « archi-révolutionnaire », qui depuis 1968 promet la révolution pour demain, ne saurait s'en tenir seulement là, à cette propagande qui rejoint le pire « atrocisme » bourgeois. Il lui faut la contre-balancer par des incantations sur la force et la conscience actuelles du prolétariat, en affirmant que si « les conditions pour une nouvelle boucherie mondiale sont bien plus mûres qu'en 1914 ou 1939 », « le prolétariat mondial, par son combat, par son refus de se soumettre passivement aux diktats de l'austérité a empêché jusqu'à présent la bourgeoisie d'imposer sa réponse apocalyptique à la crise de son économie » (Révolution Internationale n° 70, janvier 1980) et que « les rapports de force ont basculé en faveur du prolétariat » (Revue Internationale n° 15, p. 3).

Les exagérations sur le degré de préparation actuelle de la bourgeoisie mondiale à la guerre, l'appel à la résignation au cas où elle éclaterait et l'exagération de la capacité actuelle de résistance du prolétariat à l'austérité comme à la propagande chauvine, vont en réalité dans le même sens : ils sont tous d'excellents alibis pour escamoter les tâches qui sont celles de l'avant-garde révolutionnaire et du prolétariat lui-même. En somme aujourd'hui il n'est pas nécessaire de lutter

d'avantage ; et demain (quand le prolétariat sera armé !) ce sera... impossible.

Au lieu de montrer dans l'approche de la guerre — et dans la guerre elle-même — des signes de l'instabilité croissante du capitalisme, et donc des occasions à saisir par le prolétariat pour sa lutte, au lieu d'indiquer à celui-ci le chemin réel de son émancipation, les difficultés à surmonter, les moyens permettant de reconstituer sa force immense, aujourd'hui encore entravée par l'opportunisme, au lieu de contribuer à ses efforts de lutte et d'organisation y compris par la participation physique à ses combats même partiels et obscurs, bref au lieu de le préparer par la propagande générale comme par le « travail révolutionnaire quotidien », à imposer un jour sa solution contre celle de la bourgeoisie — la révolution contre la guerre ou, si la guerre éclate, le défaitisme révolutionnaire et la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile —, ces messieurs du CCI bercent leurs lecteurs et se bercent eux-mêmes dans la vision de tout un processus graduel et automatique au travers duquel le prolétariat se hisserait à la « conscience généralisée » de ses tâches historiques, faute de quoi d'ailleurs... tout serait foutu.

Ce qui poussera les prolétaires à la révolution, ce ne sera nullement leur « conscience » révolutionnaire, généralisée ou non, mais des déterminations matérielles, parmi lesquelles les ébranlements profonds et les souffrances de la guerre pourront eux aussi jouer un rôle déterminant — bien que non automatique —, comme ce fut le cas en 1871, 1905, 1917. Pour la féconder, il faut toutefois qu'il existe un parti qui ait préparé de longue main le prolétariat et qui soit suffisamment fort et développé pour opposer dans la classe son influence à celle des classes réactionnaires et de tous les partis opportunistes, et conquérir sa direction. C'est ce « parti compact et puissant de demain » et son influence dans le prolétariat que nous nous attachons à préparer avec nos forces réduites, mais avec détermination, afin de pouvoir opposer à la mobilisation belliciste comme à la démobilisation petite-bourgeoise et opportuniste la mobilisation de la classe pour sa révolution.

SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 2

Angers : 3.082 F, Grenoble : 169 F, Lille : 120 F, Lyon : 5,50 F, Marseille : 6 F, Rouen : 495 F, Valence : 100 F, Paris : 850 F, F. : 3.000 F, Cecchino : 60 F, Barbieri : 80 F, Anita et Wanda : 50 F, Restaurant : 19,15 F.	
TOTAL	8.036,65 F
TOTAL PRECEDENT	6.577,85 F
TOTAL GENERAL	14.614,50 F

